

**Syrie - Conseil de sécurité des
Nations unies - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies**
(New York, 12 avril 2017)

Madame la Présidente,

Voici une semaine, le régime a attaqué une nouvelle fois à l'aide d'armes chimiques. 86 personnes au moins sont mortes asphyxiées près d'Idlib, des centaines ont été blessées. Les symptômes observés, tout comme le nombre dramatique de décès, sont symptomatiques de l'emploi d'un agent neurotoxique, probablement un mélange à base de sarin. La décision des États-Unis de frapper la base d'al-Chaayrate a répondu à la gravité de l'acte et de la menace. Elle a adressé au régime syrien le message qu'il aurait dû entendre depuis de longues années déjà : le temps de son impunité est désormais révolu.

La France a proposé, conjointement avec les États-Unis et le Royaume-Uni, un projet de résolution dont la mise au vote est prévue tout à l'heure au Conseil de sécurité. Ce texte, simple et équilibré, condamne l'attaque du 4 avril et réaffirme le soutien des Nations unies à l'enquête de la mission d'établissement des faits sur les conditions de cette attaque et la nature de la substance utilisée. Il s'agit de rassembler le conseil autour d'un objectif fondamental : la protection du régime international de non-prolifération, bafouée en Syrie, et la lutte contre l'impunité des auteurs d'attaques chimiques.

Au-delà de la tragédie de Khan Cheikhoun, c'est toute la Syrie qui offre aujourd'hui un paysage de dévastation et de désolation. La cessation des hostilités, telle qu'elle devait être garantie par l'accord du 30 décembre et le processus d'Astana, n'existe plus. Les soutiens du régime n'ont jamais agi sérieusement pour qu'il la respecte. La situation humanitaire se détériore de jour en jour. Partout, le régime resserre son étau autour des populations civiles, en refusant d'accorder les autorisations nécessaires aux plans mensuels de convois humanitaires. Ne nous y trompons pas, il s'agit là d'une politique délibérée d'obstruction et de siège, pour contraindre les opposants à se rendre et les populations à fuir - en violation des résolutions du Conseil de sécurité et des principes fondamentaux du droit international humanitaire.

Madame la Présidente,

Les alliés du régime syrien ont la responsabilité, à travers toutes les pressions appropriées, de le contraindre à respecter enfin ses obligations. Au premier rang, la Russie, en tant que puissance garante pour le régime de la cessation des hostilités annoncée en décembre dernier, doit transformer ses engagements en actes. Dans l'immédiat, l'urgence doit être de contraindre le régime syrien à respecter enfin la cessation des hostilités, et à permettre enfin l'accès de l'assistance humanitaire nécessaire à tous ceux qui en ont besoin. Le régime de cessation des

hostilités doit notamment être complètement renouvelé. Il nous faut éviter les failles des précédents et mettre en place un mécanisme plus inclusif, plus cohérent et plus robuste d'observation. La France appelle depuis septembre dernier à la mise en place d'un tel mécanisme d'observation de la cessation des hostilités.

Madame la Présidente,

Certains nient l'évidence mais quoi qu'il advienne, nous ne pourrons plus faire comme si l'attaque du 4 avril n'avait pas eu lieu. Nous ne pourrons plus faire comme si ce bilan de désolation et de chaos n'était pas, en premier lieu, le bilan du régime de Bachar al-Assad. L'attaque de Khan Cheikhoun n'est que le rappel d'une sinistre réalité sur laquelle la France, depuis août 2013, n'a jamais cessé d'alerter les membres du conseil de sécurité. Nous devons nous entendre, aujourd'hui, autour d'une évidence : une solution politique aboutissant à une véritable transition est plus urgente et nécessaire que jamais. Tant que ce régime se maintiendra au pouvoir par la terreur et la destruction, avec la complicité de ceux qui le soutiennent, il n'y aura jamais de paix et de reconstruction de la Syrie ; les millions de réfugiés lancés sur les routes de l'exil n'auront aucun espoir de retrouver leur foyer ; et nous ne viendrons jamais à bout de la menace terroriste, qui continuera de se nourrir de la violence et de la désolation qui l'ont fait naître et prospérer.

Madame la Présidente,

L'urgence absolue, la priorité des priorités est donc la reprise des négociations pour arracher ensemble une solution politique. Il appartient pour cela à chacun d'entre nous d'exercer sur les protagonistes les pressions nécessaires pour qu'ils s'engagent sans délai et de bonne foi dans ces négociations. La France renouvelle dans ce contexte son plein et entier soutien et toute sa confiance à l'envoyé spécial pour la Syrie, M. Staffan de Mistura, dont l'engagement est exemplaire. Elle salue son annonce de reprise des négociations sous l'égide des Nations unies à la mi-mai et l'encourage à engager le prochain cycle de négociations sur le fondement d'un calendrier accéléré - avec l'objectif de parvenir le plus rapidement possible à un accord sur une véritable transition politique conforme à la résolution 2254 et au communiqué de Genève. Plus aucun des États membres réunis aujourd'hui à la table du conseil de sécurité ne peut désormais échapper à ses responsabilités et faire l'économie de cette solution. Au-delà des choix politiques, au-delà des intérêts nationaux, au-delà même des considérations morales, c'est un impératif de sécurité collective. Et c'est bien le coeur du mandat et de la responsabilité partagée par les membres du conseil de sécurité.

Madame la présidente,

Un mot pour conclure. Les développements des derniers jours ont fait bouger les lignes, en démontrant s'il en était besoin l'urgence d'une transition politique en Syrie et en créant, nous l'espérons, les conditions d'un réengagement de tous les principaux acteurs en faveur d'une telle solution politique.

Face à cette tragédie syrienne qui n'en finit pas de descendre vers les abîmes les plus profondes, nous avons aujourd'hui plus que jamais l'obligation, mais sans doute aussi

l'opportunité, de donner une impulsion décisive au processus politique. Alors sachons saisir ce moment, un moment de vérité, sachons saisir cette opportunité, sachons assumer ensemble nos responsabilités devant l'Histoire.

Je vous remercie./.